



Rapport d'orientations Budgétaires

2024

PREAMBULE

L'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que soit présenté au conseil communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations.

Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication ont été précisés par l'article 107 relatif à la transparence financière de la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et le décret 2016-841 du 24 juin 2016

Ainsi, il est prévu que le rapport comporte les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ces orientations devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8 du CGCT. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Le rapport est ensuite transmis au représentant de l'Etat dans le département et fait l'objet d'une publication. Il est ainsi transmis au Président de l'EPCI dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public à la mairie, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

La présente note informe ainsi les membres du conseil municipal du contexte économique et législatif et de ses impacts sur la commune notamment en termes de projection de recettes, des orientations en termes de niveaux de dépenses et des équilibres pluriannuels qui en résultent.

Dans ce cadre, les éléments et données chiffrées présentés sont des estimations visant à donner aux membres de l'Assemblée délibérante des perspectives qui leur permettront d'exercer leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget primitif 2024.

I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL

Le débat d'orientations budgétaires et l'examen du rapport qui en est le support, se déroulent dans un contexte économique incertain de sortie de crise sanitaire mais caractérisée par le maintien d'une croissance faible et la poursuite d'une inflation soutenue.

Au plan national, cette équation se traduit par le maintien d'une dynamique de la croissance des prix, notamment énergétiques mais également diffusée au secteur agroalimentaire et aux services, très largement entretenus par les tensions avec la Russie et un niveau de déficit public autour de 4,5% du produit intérieur brut (4.9% en 2023).

Une année 2024 marquée par une croissance faible et une inflation A persistante

PRÉVISIONS D'INFLATION (IPC) EN MOYENNE ANNUELLE

(en %)

Institut	2023	2024
Banque de France (d'après la prévision d'IPCH)	4,9	2,4
OFCE	5,2	3,6
Rexecode	5,1	3,0
Consensus Forecast	5,0	2,7
Insee	5,0	—
OCDE	5,8	2,9
PLF 2024	4,9	2,6

Source : PLF 2024 et avis du HCFP. Toutes les prévisions sont datées de septembre 2023.

PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR LA FRANCE

(évolution en % du PIB en volume)

Institut	Date	2023	2024
FMI	Juillet 2023	0,8	1,3
Commission européenne	Septembre 2023	1,0	1,2
Consensus Forecast	Septembre 2023	0,8	0,8
Banque de France	Septembre 2023	0,9	0,9
Insee	Septembre 2023	0,9	—
OCDE	Septembre 2023	1,0	1,2
Rexecode	Septembre 2023	0,9	0,4
PLF 2024	Septembre 2023	1,0	1,4

Source : commission des finances.

Après le rebond post-covid en 2022, la croissance française en 2023 s'est essoufflée : +1% contre +2,5% l'année qui précédait. Pour 2024, le Gouvernement anticipe une croissance de 1.4 %, mais ces prévisions sont jugées optimistes par le Haut Conseil des Finances Publiques. En tout état de cause, la croissance serait stagnante, sous la barre des 2%, jusqu'en 2027.

	2021	2022	2023*	2024*	2025*	2026*	2027*
PIB en volume	+6,4%	+2,5%	+1%	+1,4%	+1,7%	+1,7%	+1,7%

* Estimation du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027

L'inflation devrait quant à elle demeurer élevée en 2024 à +2,6%, soit au-delà de la cible de +2% fixée par la Banque Centrale Européenne. Elle paraît cependant en cours de normalisation, après le pic de 2022. L'inflation volatile diminuerait compte tenu de la stabilisation des prix de l'énergie, après 3 années de forte hausse. L'inflation sous-jacente s'estomperait également du fait du ralentissement des prix des produits alimentaires et manufacturés.

	2021	2022	2023*	2024*	2025*	2026*	2027*
Indice des prix à la consommation	+1,6% (INSEE)	+5,2% (INSEE)	+4,8%	+2,5%	+2%	+1,75%	+1,75%

* Estimation du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027

Cette hausse très rapide des prix affecte les dépenses courantes de la Commune dont certains achats (dépenses énergétiques, fournitures ...) et les charges de personnel qui ont intégré l'impact de plusieurs mesures nationales de revalorisation pour en compenser ses effets.

Par ailleurs, l'inflation se répercute aussi sur ses recettes car les bases de taxe foncière dépendent de l'index d'évolution des prix. Depuis quelques années, la valeur locative des locaux d'habitation est réévaluée chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix harmonisés à la consommation (IPCH) enregistré entre novembre de l'année n-2 et n-1. En 2023, dans un contexte de forte inflation, ces bases ont ainsi progressé de 7,1%. En 2024, l'évolution serait de +3,9%, en concordance avec la décélération relative de l'inflation.

Toutefois, pour assurer un retour à la stabilité des prix, les banques centrales ont entamé un cycle de resserrement des politiques monétaires. L'accroissement significatif des taux d'intérêt est de nature à alourdir le coût de financement des investissements de la Communauté.

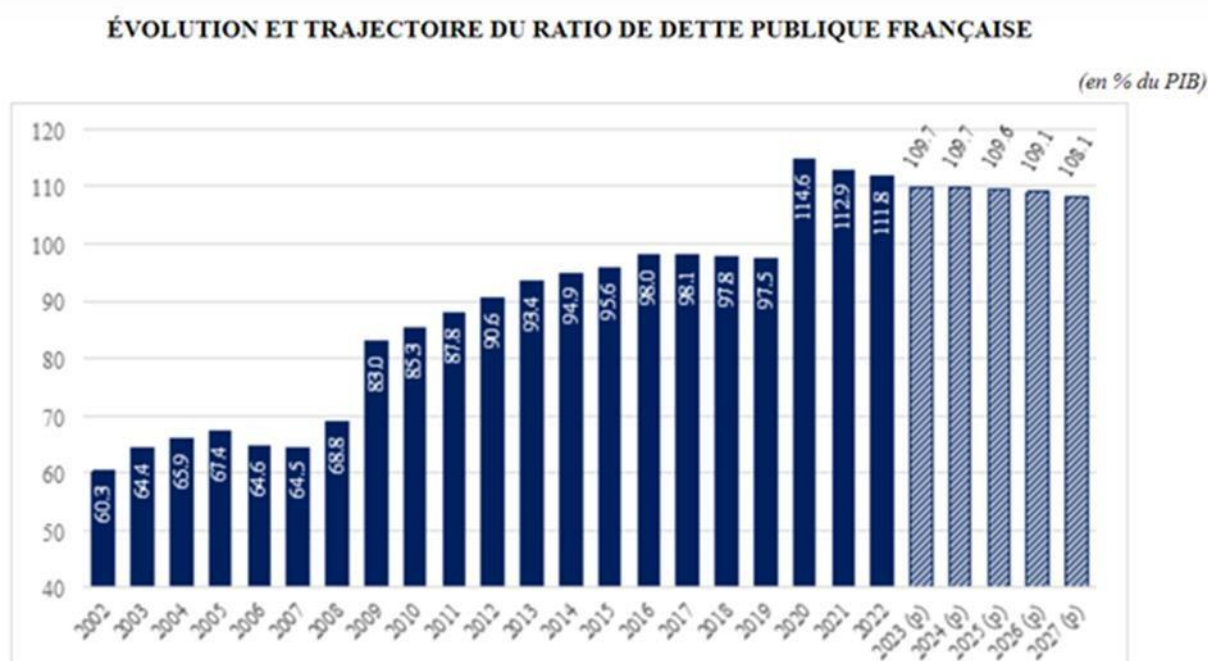
Un objectif de redressement des comptes publics « presque » sans contrainte prévue par la Loi de programmation des finances publiques 2023-2027

Les interventions successives de l'État auprès des acteurs économiques pour atténuer les chocs successifs depuis 2020 (COVID, prix de l'énergie) et une politique structurelle de réduction des impôts afin de favoriser la compétitivité des entreprises (CVAE) et le pouvoir d'achat des ménages (THRP), ont creusé la dette et les déficits publics, au-delà des normes européennes (3% du PIB pour le déficit et 60% du PIB au plus pour la dette publique).

En 2023, le déficit public atteint 4,9% et reste principalement imputable à l'Etat. La dette publique représente plus de 110% du PIB alors que moins de 10% de cette dette dépend des collectivités.

L'État s'est fixé pour objectif le retour à des comptes publics normalisés. Le déficit reviendrait sous la

barre des 3% du PIB et le ratio de dette publique devrait s'améliorer à 108,1%.



Source : commission des finances d'après les données de l'Insee et le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

Les collectivités sont associées à cette trajectoire de redressement. Le projet de loi de programmation des finances publiques prévoit :

- Une réduction des dépenses des collectivités en volume, c'est-à-dire une progression à un rythme inférieur à celui de l'inflation (-0,5% en fonctionnement chaque année de 2024 à 2027 et -0,3% en moyenne annuelle en investissement)
- Une réduction de l'endettement en volume en 2026 et 2027 (progression inférieure à l'inflation de 1,9% en 2026 et 1% en 2027).

A ce stade, l'État ne prévoit aucune sanction en cas de non-respect de ces objectifs. Les collectivités seront associées à la maîtrise des dépenses publiques au sein d'un Haut Conseil des Finances Publiques Locales instauré en septembre dernier. Cette instance réunit des membres du Gouvernement, de la Cour des Comptes, des Assemblées ainsi que des représentants des collectivités locales. Si aucun objectif contraignant n'est opposé aux collectivités, il reste l'obligation de présentation de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, au moment du DOB.

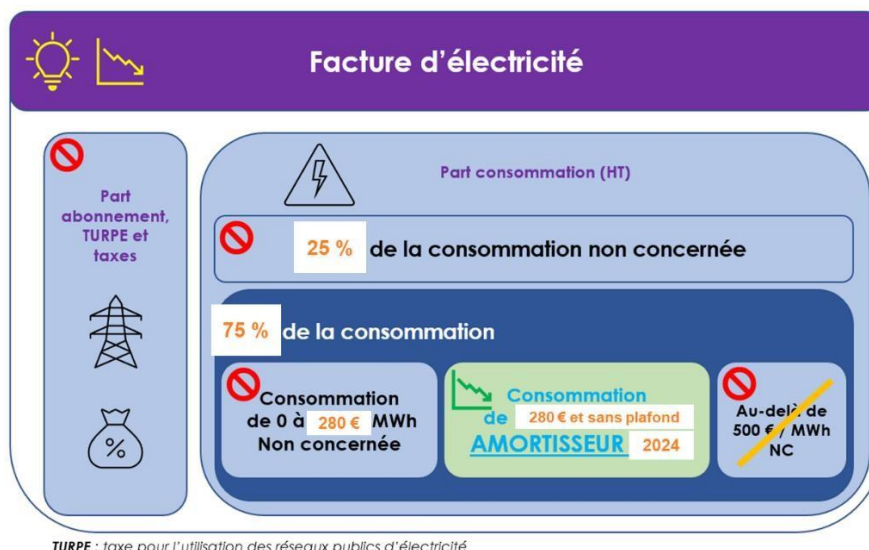
Enfin, une forte incertitude porte sur l'évolution des concours financiers de l'État aux Collectivités au regard de l'objectif inhérent aux dépenses de l'État (-0,9 % en deçà de l'inflation).

La prolongation des mesures de bouclier tarifaire et d'amortisseur électricité pour 2024

En réponse notamment au maintien de perspectives d'évolution à la hausse du coût de l'énergie et de l'électricité et des récentes annonces du Ministre Bruno Le Maire quant à l'évolution de ses tarifs à hauteur de +10% en février, la prolongation du dispositif d'amortisseur électricité (remanié) a été intégrée pour 2024 dans le cadre de la Loi de finances.

Le dispositif dit « amortisseur » de la progression des prix de l'électricité concerne les Collectivités non éligibles au tarif réglementé (employant plus de 10 personnes et dont les recettes sont supérieures à 2 M€). Il prévoit une prise en charge par l'Etat de la moitié des surcoûts de l'électricité effectués sur le marché au-delà de 280 €/MWh (180 € en 2023) et sans plafond (500 €/MWh en 2023).

Mais rappelons que cette prise en charge se limitera toutefois aux charges d'électricité exposées directement par la commune.



Des recettes dont le dynamisme est de plus en plus dépendant des décisions de l'Etat

Fiscalité : une dépendance toujours accrue à la conjoncture nationale

L'évolution annuelle de la fiscalité assise sur le foncier, réglée par les propriétaires, particuliers et entreprises, est indexée depuis 2018 sur l'inflation constatée. La variation nominale des bases, après avoir connu un niveau très haut en 2023 (+ 7,1 %) en écho à une inflation record, devrait suivre l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) du mois de novembre, soit une évolution réduite de l'ordre de 3,9 %.

Indépendamment des taux votés par la Commune, les bases fiscales devraient donc connaître une valorisation nominale des bases de TF, de TH sur les résidences secondaires, et de TFNB dans ces proportions.

La réforme de l'actualisation des valeurs locatives des locaux professionnels et des locaux d'habitation est reportée :

- la mise à jour des paramètres d'évaluation envisagée en 2024 est repoussée à 2026 ;
- s'agissant de la révision des locaux d'habitation dont les travaux devaient débuter en 2024 pour s'achever en 2026, le calendrier est également décalé de deux ans.

II.Principales mesures de la loi de finances 2024 relatives aux collectivités locales

Les principales mesures concernant le secteur public local contenues dans la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027 et dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2024, tels qu'elles ont été présentés en Conseil des ministres le 27 septembre 2023. Les amendements pris en compte au titre du PLF sont ceux pour lesquels le Gouvernement engage sa responsabilité, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. En janvier 2024, à l'issue du vote des textes définitifs, une version actualisée de cette présentation sera mise à votre disposition, avec l'aperçu de l'environnement macroéconomique.

L'absence de majorité présidentielle contraint à un processus répétitif d'adoption des lois de finances à coup de 49.3 avec des débats régulièrement interrompus mais féconds en amendements.

Voici, déjà annoncé en 2022, le projet de loi de programmation des finances publiques. Son objectif est de calibrer le retour de la France dans les clous européens de déficit et d'endettement. Message à l'Union et aux agences de notation, la trajectoire proposée, très élaborée, est-elle réalisable quand les crises récentes ont escamoté la précédente velléité ? Tout dépendra de la macro-économie, mais aussi de la volonté politique dans un contexte national complexe avec en vue les élections de 2027.

La transition écologique s'impose dans les lois de finances successives. Le rapport Pisani-Ferry Mahfouz a mis des chiffres - qui évolueront - sur son coût. Notre secteur public local, principal pourvoyeur d'infrastructures de nos territoires, va voir ses investissements fortement progresser. Conséquence, il faut de nouveaux indicateurs. Une série d'amendements rend obligatoire (hors petites communes) une logique de budget vert. La dette verte apparaît elle-aussi dans le texte.

Dotations et péréquation

Art. 130 : Fixation pour 2024 de la DGF et des variables d'ajustement

➤ Nouvelle hausse de la DGF

Cet article fixe le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour l'année 2024 à 27,245 milliards d'euros, soit une hausse de 313,7 millions d'euros à périmètre courant et 320 millions d'euros à périmètre constant (+ 1,2 %).

Ce niveau intègre plusieurs mouvements :

- un abondement de la DGF de 320 millions d'euros pour financer en externe (et non par redéploiement interne à l'enveloppe) la hausse des dotations de péréquation ([cf. article 240](#)) ;

Art. 240 : Évolution des enveloppes internes à la DGF et modification du calcul des indicateurs financiers du bloc communal et des départements

1/ Évolution des composantes de la DGF

➤ Hausse en 2024 des différentes composantes péréquatrices de la DGF du bloc communal.

- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS)** progresse de 140 millions d'euros. Cette hausse est financée intégralement par un apport externe. En tenant compte du préciput pour la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM), la progression est de 131 millions d'euros, soit une hausse de 5,27 %.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** progresse de 150 millions d'euros. Cette hausse est également financée intégralement par un apport externe. En tenant compte du préciput pour la dotation d'aménagement des communes d'outre-mer (DACOM), la progression est de 140 millions d'euros soit une hausse de 7,22 %.

Chaque année, le comité des finances locales (CFL) répartit la variation entre les trois fractions de la dotation (bourg-centre, péréquation, cible). Il est précisé, pour 2024, qu'au moins 60 % de cette hausse devront être alloués à la fraction péréquation. Cette part bénéficie en effet à la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants.

- **La dotation d'intercommunalité (DI)**, perçue par les groupements à fiscalité propre, progresse de 90 millions d'euros. Cette hausse est financée pour 30 millions d'euros par un apport externe et pour 60 millions d'euros par un prélèvement sur la dotation de compensation selon les mêmes conditions que les années précédentes (taux de minoration uniforme appliqué à la composante « part salaire » de la dotation de compensation). Afin de permettre cette forte augmentation, le plafonnement de l'augmentation annuelle de la DI est porté à 20 % contre 10 % auparavant.

À noter que la hausse de **la dotation forfaitaire** liée à l'évolution démographique, comme la garantie de non-négativité assurée aux communes qui verraient autrement leur dotation devenir négative, sera financée par un écrêtement sur cette même dotation. Contrairement à 2023, les communes avec un potentiel fiscal par habitant supérieur à 0,85 fois la moyenne seront donc écrêtées, mais pour un faible montant par rapport à la période antérieure la ponction étant estimée à 30 millions d'euros.

(Cf. illustrations du *DOB en Instantané* page 19)

➤ **Hausse de la composante péréquatrice de la DGF des départements.**

- **La dotation de péréquation** de la DGF des départements (composée de la dotation de péréquation urbaine et de la dotation de fonctionnement minimale) progresse de 10 millions d'euros comme l'année précédente. La hausse est financée en interne par la minoration de la dotation forfaitaire des départements.

➤ **Mesures d'ajustement des dotations de péréquation des communes et de la dotation de compensation des EPCI**

- **Pour l'attribution de la fraction cible de la DSR**, l'indice synthétique servant à classer les 10 000 premières communes de moins de 10 000 habitants bénéficiaires, prend en compte le niveau du potentiel financier par habitant et le niveau du revenu par habitant moyen de la commune. Sur ce dernier critère, il est désormais pris en compte **la moyenne sur trois ans du revenu par habitant** et plus seulement le niveau sur un an afin de lisser les fluctuations parfois importantes d'une année sur l'autre. Sont retenus les trois derniers revenus fiscaux de référence connus.
- **Le montant de la fraction « péréquation » de la DSR** sera calculé en l'affectant d'un coefficient de 1,2 **pour les communes situées en zones France ruralités revitalisation.**
- **Concernant la dotation nationale de péréquation (DNP), une dotation de garantie est instituée** permettant à une commune qui cesse d'être éligible à cette

dotation de percevoir, pour un an, une attribution égale à la moitié de celle perçue l'année précédente.

- **Le coefficient de majoration démographique** appliqué à la population ultramarine pour **le calcul de l'enveloppe globale des dotations des communes d'outre-mer** est pérennisé à son niveau 2023, soit 63 %.

- **La compensation de la part salaires** (dite « CPS ») correspond à la somme accordée aux communes et aux EPCI à fiscalité propre (FP) en compensation de la suppression de la « part salaires » de la taxe professionnelle. Elle est intégrée dans la dotation de compensation pour les EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) et dans la dotation forfaitaire pour les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle (FA). Ces derniers ne perçoivent donc pas l'intégralité de cette compensation, voire n'en perçoivent pas, et ne sont donc pas concernés au même titre que les EPCI à FPU par son écrêtement pour financer la hausse de la DI. **Afin de faire porter cet écrêtement sur l'ensemble des EPCI, cet article prévoit le transfert, à compter de 2024, de la composante « part salaires » perçue par les communes membres d'un EPCI à FA (autour de 60 millions d'euros) à leur groupement.** En contrepartie, ce dernier reverse à ses communes membres, chaque année, une attribution d'un montant identique à celui transféré. À noter que cette attribution devrait être figée dans le temps tandis que la dotation de compensation devrait diminuer pour l'EPCI. Un décret en Conseil d'État viendra en préciser les modalités.



- [Calcul des indicateurs financiers pour le bloc communal](#)

- **Les modalités de calcul du potentiel fiscal et du potentiel fiscal agrégé des EPCI à FP et des communes sont modifiées, pour tenir compte de la suppression de la CVAE.** Ainsi, la référence au produit de CVAE est supprimée et remplacée par une référence à la fraction de TVA fixe versée en compensation. Pour les communes membres d'un EPCI à FP, il est également fait référence à la fraction de TVA perçue par l'EPCI calculée au prorata de la population au 1^{er} janvier de l'année de répartition.

- Les lois de finances pour 2021 et 2022 ont prévu l'intégration progressive, dans le calcul des indicateurs financiers, des conséquences de la réforme fiscale de 2021 (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales - THRP) via la création de fractions de correction. Elles devaient être de : 90 % en 2023, 80 % en 2024, 60 % en 2025, 40 % en 2026, 20 % en 2027, puis prise en compte intégrale des nouveaux indicateurs en 2028. Cet article prévoit de **faire passer la fraction de correction de l'effort fiscal des communes à 90 % en 2024 au lieu des 80 % prévus.** À noter qu'en 2023 cette fraction de correction avait été maintenue à 100 %. Pour les autres indicateurs financiers (potentiel fiscal des communes, potentiel fiscal agrégé et effort fiscal agrégé des ensembles intercommunaux), la fraction est donc en 2024 de 80 % conformément à l'évolution initialement prévue.

- **L'article prévoit la suppression de la prise en compte de la redevance d'eau pour le calcul du coefficient d'intégration fiscale (CIF) des communautés de communes.**

Art. 241 : Introduction d'une pluriannualité des délibérations de répartition dérogatoire ou libre des prélèvements et attributions effectués au titre du FPIC

Cet article assouplit les règles permettant de déroger à la répartition de droit commun du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC). Ainsi, les délibérations fixant les modalités de répartition dérogatoire ou libre du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres deviennent pluriannuelles.

1/ Cependant, les conseils municipaux des communes membres et l'organe délibérant de l'EPCI conservent la faculté de s'opposer au prolongement de la répartition dérogatoire du FPIC, que ce soit pour soumettre à nouveau la même répartition à l'approbation de l'organe délibérant, pour adopter une nouvelle répartition dérogatoire ou libre, ou pour revenir à la répartition de droit commun. Par ailleurs, les délibérations de répartition dérogatoire ou libre du prélèvement ou du reversement du FPIC cessent de produire leurs effets en cas de modification du périmètre intercommunal au 1^{er} janvier de l'année de répartition.

2/ Si le prolongement précité n'est pas remis en cause, et malgré l'évolution d'une année sur l'autre du montant total du prélèvement ou de l'attribution d'un ensemble intercommunal, **les quotes-parts respectives de chaque commune et de l'EPCI dans ce total demeureront fixes d'une année sur l'autre.**

3/ L'article précise enfin les modalités de calcul des indicateurs financiers des communes isolées issues de la défusion d'une commune et des ensembles intercommunaux issus de la scission d'un EPCI, ainsi que les données à retenir pour la répartition du FPIC.

Art. 244 : Majoration et réforme de la dotation pour les titres sécurisés

La dotation pour stations de titres sécurisés (DTS) a été créée pour compenser aux communes les coûts résultant du fonctionnement des stations d'enregistrement des demandes de titres d'identité (passeports et cartes nationales d'identité). Elle est actuellement divisée en deux parts (une part forfaitaire pour chaque station et une part variable en fonction du nombre de demandes + une majoration pour les stations inscrites à un module dématérialisé de prise de rendez-vous). Afin d'améliorer encore les délais de traitement des demandes, **son montant est porté à 100 millions d'euros en 2024 et elle est étendue aux opérations de certifications d'identité numérique.** Par ailleurs, **il est prévu de revoir son architecture** afin de renforcer son caractère incitatif. La définition des nouvelles modalités est renvoyée à un décret mais la loi continue néanmoins de fixer comme critères principaux, le nombre de stations, le nombre de demandes, le nombre de mises à disposition d'un moyen d'identification électronique et l'inscription à un module dématérialisé de prise de rendez-vous.

Art. 191 : Publication obligatoire d'un « budget vert » pour les collectivités de plus de 3 500 habitants

À compter de l'exercice budgétaire 2024, les comptes administratifs (ou CFU) des collectivités locales (ainsi que des groupements et des établissements publics locaux qui appliquent la M57) de plus de 3 500 habitants devront comporter une annexe intitulée « Impact du budget pour la transition écologique ».

Cette annexe présentera les dépenses d'investissement qui contribuent, négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition

écologique de la France. Ce document permettra de mesurer l'effort de la collectivité en faveur de la transition écologique.

Un modèle de « budget vert » devrait être fixé par arrêté ministériel après concertation avec les associations d'élus et un décret viendra en préciser les modalités d'application. Cette publication reste facultative pour les collectivités de moins de 3 500 habitants et pour les budgets primitifs.

Art. 250 : Modalités de compensation du transfert aux maires du pouvoir de police de la publicité extérieure

La loi du 22 août 2021 « Climat et résilience » a prévu le transfert aux maires (avec possibilité de transfert aux intercommunalités), à compter du 1^{er} janvier 2024, du pouvoir de police de la publicité extérieure. Afin de rendre effectif ce transfert, cet article en prévoit les modalités de compensation par le biais de crédits budgétaires supplémentaires adossés à la dotation générale de décentralisation (DGD) et calculés sur la base de la rémunération des personnels chargés de cette compétence dans les services de l'État, à la veille du transfert.

À noter que cet article précise les modalités de transfert de cette compétence entre la commune et son intercommunalité, en les alignant sur le droit commun en matière de police administrative.

III - L'ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE BILLY-MONTIGNY FIN 2023

A – Les orientations de la section de Fonctionnement

L'année 2023 a été un retour à la normal après deux années particulières liées aux contextes de la crise sanitaire. Les chiffres de la colonne 2023 correspondent au compte administratif réel.

1 - Des dépenses de fonctionnement quasiment stables :

La maîtrise des dépenses de fonctionnement se poursuit et sera traduite dans le projet de budget primitif 2024.

La poursuite d'une dynamique de gestion resserrée apparaît en effet indispensable pour préserver l'autofinancement de la commune et sa capacité à investir.

Depuis 2020, les dépenses de fonctionnement enregistrent une décélération de 1,23% entre 2019 et 2020 et 1% entre 2020 et 2021. Cette évolution s'explique principalement par le recul des charges générales en raison de la fermeture des services durant la crise sanitaire.

Les postes les plus importants sont les charges de personnel (55.20% des dépenses) et les charges générales (33.40% des dépenses).

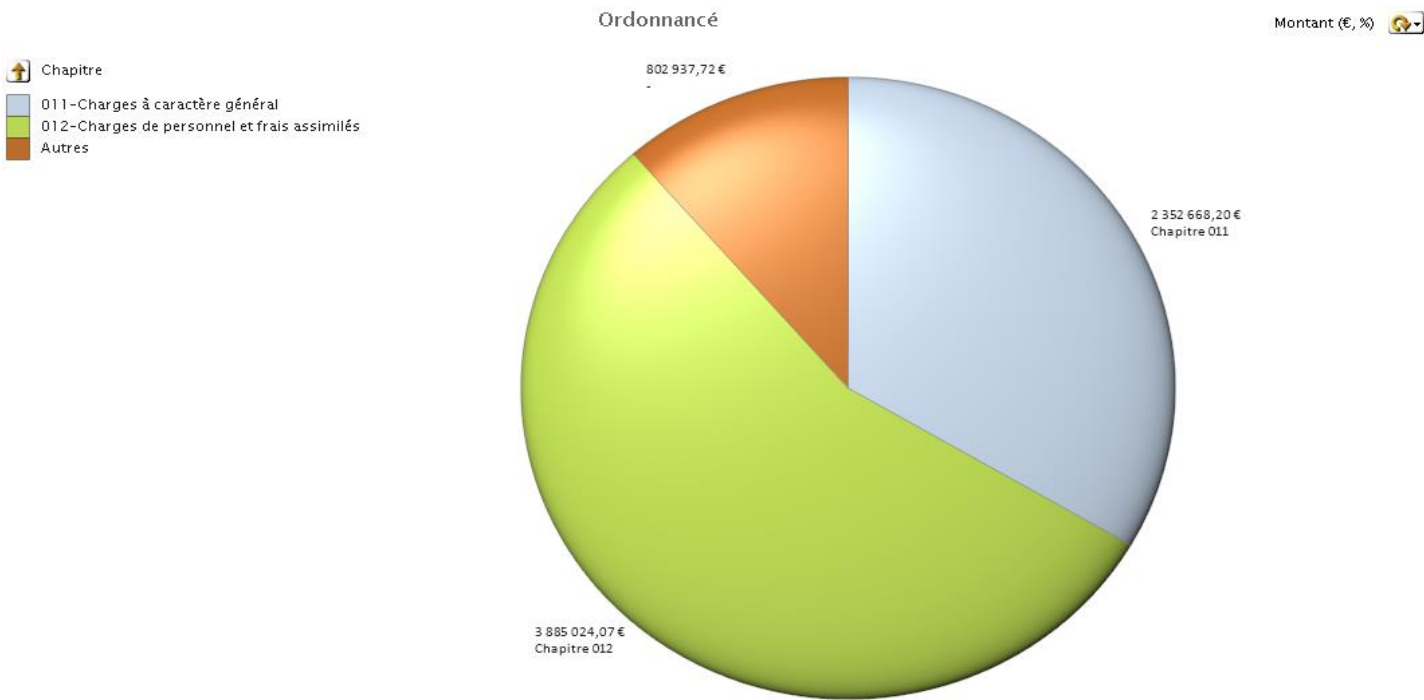
→ Les charges générales enregistrent en 2023 une légère augmentation de l'ordre de 17.14% liée au contexte économique et notamment à l'inflation.

→ En 2023, les dépenses de personnel connaissent une légère augmentation de l'ordre de 4,21%, en raison d'un volume encore important d'avancements d'échelon, notamment pour la catégorie C qui sont venus impactés la masse salariale.

Le ratio dépenses réelles de fonctionnement/population considéré comme un indicateur de coût, cherche à appréhender le niveau des charges réelles de fonctionnement supporté par la collectivité. Il constitue une des mesures possibles du « service rendu » aux habitants de Billy-Montigny.

	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses réelles de fonctionnement par habitant	742	738	725	763	830

Les dépenses de la commune de Billy Montigny ne représentent que **830 €/hab.** lorsque la moyenne de l'échantillon est de **944 €/hab.**



Les principaux postes de dépenses

Dépenses de Fonctionnement	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Charges à caractère général	2 042 896,46	1 859 062,94	1 751 987,69	2 002 232,33	2 345 364,89
Charges de personnel	3 380 684,31	3 562 008,77	3 648 178,68	3 728 009,58	3 885 024,07
Atténuation de produits	-	-	-	-	8300,00
Autres charges de gestion courante	457 925,18	404 451,75	377 471,98	372 237,55	342 078,87
S/T Charges de gestion	5 881 505,95	5 825 523,46	5 777 638,35	6 102 479,56	6 580 767,83
Charges financières	96 306,70	88 605,10	76 547,71	84 160,20	172 481,21
Charges exceptionnelles	32 162,54	21 843,03	22 298,36	14 892,17	14 322,49
TOTAL des dépenses réelles	6 009 975,19	5 935 971,59	5 876 484,42	6 201 531,93	6 767 571,53

Les dépenses de fonctionnement comportent 3 postes principaux :

a) Les charges à caractère général

Les charges à caractère général regroupent les achats courants, les services extérieurs.

Elles représentent à peu près 30 % des dépenses réelles de fonctionnement et impactent tous les postes de la collectivité.

L'augmentation d'une partie de ces charges est quasi-inévitable puisqu'il s'agit ici des dépenses d'énergie liées en partie aux factures de gaz, eau, électricité, essence, matières premières, soumises à l'augmentation du coût de la vie.

Elles regroupent également toutes les dépenses liées à l'entretien des bâtiments publics et des voiries et trottoirs.

Prévision 2024 : des recherches d'économie sont toujours en cours sur le Chapitre 011 : optimisation de la gestion des fluides, de la maintenance et des coûts liés aux énergies.

b) Les charges de personnel

Sur la commune de Billy-Montigny, les dépenses du chapitre 012 sont restées stables sur la période 2018 /2023.

Elles ont augmenté de 0.7% sur 4 ans de 2015 à 2019 alors que l'évolution normale attendue des dépenses du personnel sous l'effet du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) est d'environ 1.5% par an soit 6% sur 4 ans.

En 2024, le budget prévisionnel pour le chapitre 012 devrait légèrement augmenter, en raison de nouvelles mesures salariales mises en œuvre par le gouvernement :

↳ l'intégration de la revalorisation du SMIC dans le pied de la grille salariale de la fonction publique pour protéger les agents les moins bien rémunérés face à la hausse des prix.

Ainsi, pour tenir compte des hausses successives du SMIC, le minimum de traitement dans la fonction publique, a été augmenté. Ainsi, depuis le 1er janvier 2024, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public occupant un emploi doté d'un indice percevront le traitement afférent à l'indice majoré 366 (indice brut 367).

Le ratio dépenses de personnel/ dépenses réelles de fonctionnement mesure la charge de personnel de la collectivité et cette dépense est incompressible.

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Dépenses de personnel sur dépenses réelles de Fonctionnement	57%	55,30%	58,58%	61.24%	59.45%	56,96%
Dépenses de personnel sur recettes réelles de Fonctionnement	39,14%	39,09%	38,77%	40.32%	39.92%	41.50%

Commune strate identique : 55,80% (source DGCP)

c) Les autres charges de gestion courante

Les charges de gestion courantes comprennent notamment les subventions allouées aux différentes associations qui représentent environ 150 000 euros et restent stables. La vie associative est très active à Billy-Montigny et bénéficie du soutien constant de la municipalité depuis de nombreuses années. La municipalité a toujours fait le choix de ne pas restreindre le montant des subventions allouées aux associations communales, et ce, malgré la baisse des dotations de l'Etat et la crise sanitaire.

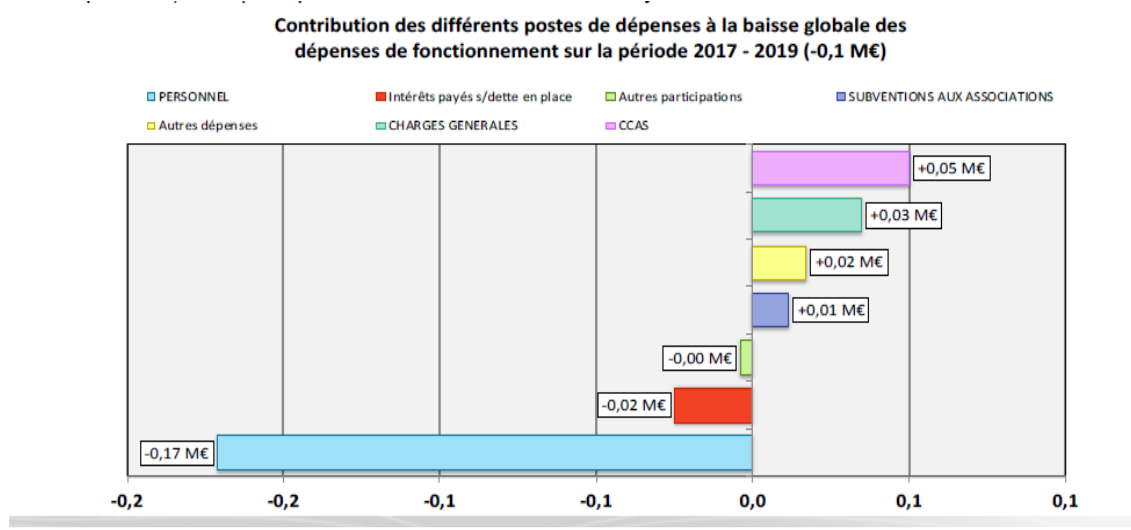
Le montant pour 2024 s'inscrira dans la continuité des années précédentes.

La subvention versée au CCAS varie chaque année, en raison de l'excédent de Fonctionnement qui résulte du compte administratif.

En 2022, la subvention s'élevait à 70 000 euros et 105 000 en 2023. Il sera proposé de la reconduire en 2024 à hauteur de 100 000 € dans le cadre du vote du budget primitif.

d) Les charges financières :

Les charges financières sont composées des intérêts de la dette, qui se sont élevées à 224 830 euros sur 2023. En 2023, la ville a contracté un emprunt de 2M afin de financer, en partie, le nouveau centre aquatique. A noter que les intérêts des emprunts, basés sur le livret A connaissent une forte hausse qui est directement liée à la crise économique.



2 – Des recettes de fonctionnement stables :

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de 0,30 % entre 2022 et 2023 :

→ Les **dotations de péréquation**, comprenant la DSR, DSU, ont poursuivi la trajectoire de revalorisation de leurs enveloppes, la DNP a connu quant à elle un très léger reflux sur la période

→ Les **atténuations de charges** se sont réduites sur la période (-33,20%) : elles varient en fonction des versements de sécurité sociale et des différentes assurances (arrêts maladie ...) ;

→ Les produits **fiscaux**, après avoir bénéficié de la dynamique des bases en 2018, ont amorcé en 2019 une décélération par volonté de la collectivité. Le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties a été voté en baisse en 2019, 2020 et 2021, 2022 et 2023, par décision du conseil municipal visant à annuler l'effet revalorisation législative des bases.

→ Le **FPIC** est resté quasi stable en 2023 par rapport en 2022.

Pour rappel, le FPIC se calcule au niveau du territoire (EPCI + communes).

Le niveau du ratio recettes réelles de fonctionnement / habitant donne une idée des ressources

dont dispose la commune pour financer ses interventions.

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Recettes réelles de Fonctionnement par habitant	1 055,71	1 050,55	1 116,16	1 102,36	1 136,37	1139,50

Commune de strate identique : 1 243 € /habitant - Source DGCP

Les principaux postes de recettes

Recettes de fonctionnement		CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
70	Produits des services	322 311	212 786	245 045	280 197	331 720
73	Impôts et taxes	3 868 373	3 937 126	4 209 178	3 902 819	4 296 906
74	Dotations et participations	4 177 183	4 321 566	4 246 855	4 207 627	4 552 896
75	Autres produits gestion courante	113 536	81 008	106 277	54 083	122 929
013	Atténuations de charge	156 375	182 404	174 127	182 374	52 008
77	Produits exceptionnels				222 203	12 549
S/T recettes réelles		8 647 088	9 187 127*	9 048 036*	9 338 691	9 369 008
S/T recettes d'ordre		-	-	-	-	2913
Total des recettes		8 647 088	9 187 127	9 048 036	9 338 691	9 371 921

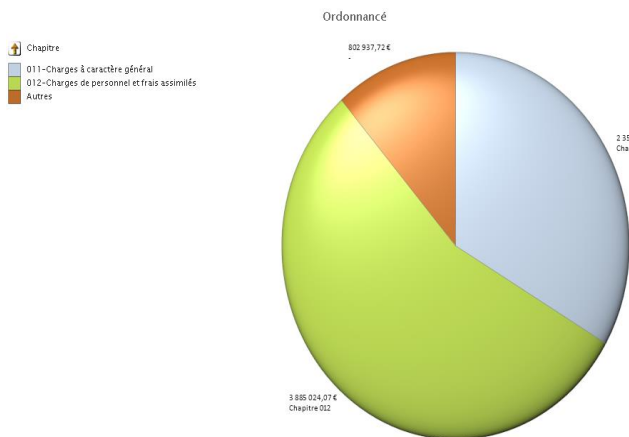
* + les produits exceptionnels

Les recettes de la commune sont composées à **42% des dotations de l'Etat** (dotation forfaitaire, DSR, DSU, DNP) et à **45% de fiscalité**

→ **42%** des recettes sont **soumises aux décisions de l'Etat** sur sa politique de péréquation. La commune de Billy-Montigny est largement dépendante du dynamisme des dotations pour faire face à l'augmentation de ses dépenses.

→ **La fiscalité** reste stable sur commune malgré la revalorisation des valeurs locatives. **La commune a baissé le niveau de pression fiscale en 2019, 2020, 2021 et 2022** (baisse du taux de TFPB en 2019 : - 2.2 points et - 0.9 point en 2020 et -0.5 point en 2021, et -2% en 2022 annulant la revalorisation annuelle des bases établie par la Loi de Finances). En 2023, la

Municipalité a décidé de ne pas augmenter les taux.



a) Les produits de la fiscalité directe et indirecte :

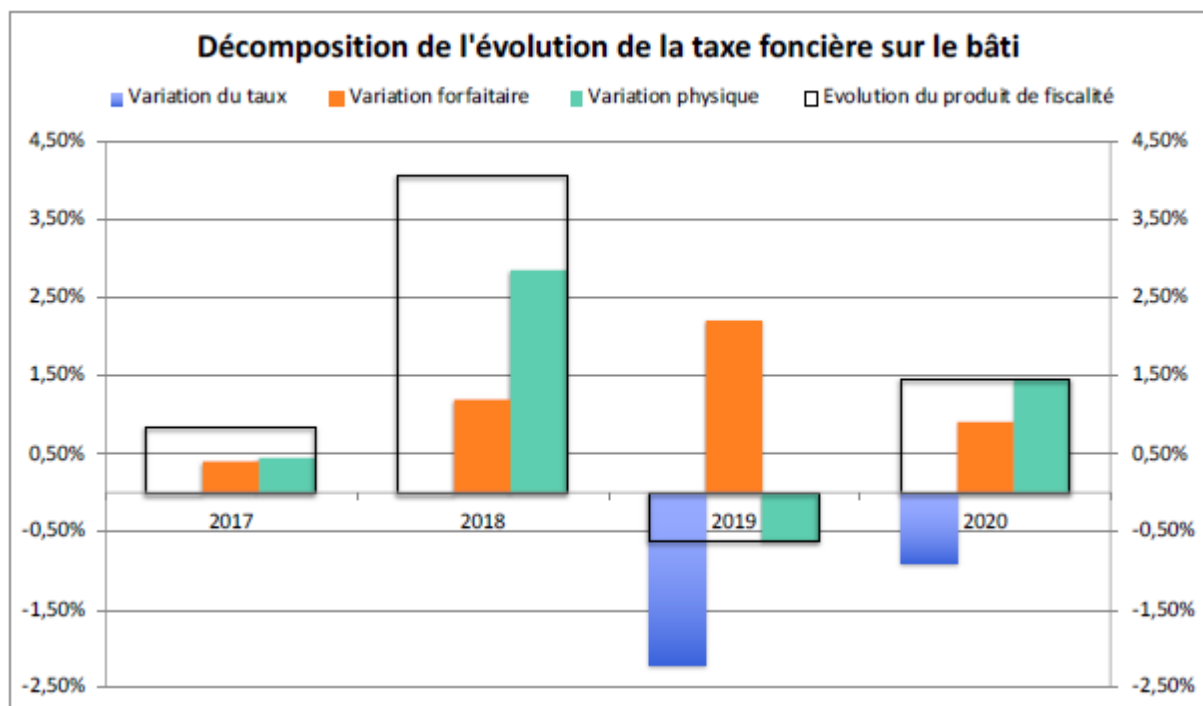
Le chapitre des impôts et taxes du budget de la Ville constitue près de 45.50% des recettes réelles de fonctionnement.

A l'intérieur de ce chapitre se trouvent :

- **Les contributions directes**, soit le total des recettes représentées par les Taxes Foncières (Bâti dont reversement de la part départementale et Non Bâti) représentent 69.60% de ce chapitre avec 3 150 034 € en 2023.

La **fiscalité directe évolue à un faible rythme** sur la période 2017/2020 sur le territoire de la commune. En effet, en moyenne la fiscalité a augmenté de 0,8% par an. Cependant une action à la baisse sur les taux fiscaux contribue à l'explication. Une progression physique importante des bases de foncier bâti a cependant été observée en année 2018 (+2,8%), très certainement liée à la fin d'exonération de bases logement social (+10% de progression des bases logement social entre 2017 et 2019), amenant la municipalité à voter une diminution de taux au prorata de la variation forfaitaire des bases décidée en LFI sur les années suivantes :

- En 2019, diminution du taux communal de TFPB de 2,2% ;
- En 2020, diminution du taux communal de TFPB de 0,9% ;
- En 2021, diminution du taux communal de TFPB de 0,5 % ;
- En 2022, diminution du taux communal de TFPB de 2.00%
- En 2023, aucune augmentation du taux communal de TFPB



2021 est la première année d'application de la réforme du transfert de la taxe foncière départementale aux communes, en lieu et place de la taxe d'habitation. Un coefficient correcteur de 1,052439 représentant 146 511 euros de recettes est appliqué aux recettes de taxes foncières départementales pour les ajuster à nos recettes antérieures de taxe d'habitation.

En termes de taux de foncier bâti, la ville de Billy Montigny dispose d'un taux de référence de 52,91 % : application du taux départemental du foncier bâti de 22,26 au taux communal de 30,65.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Produit des impositions directes par habitant	330,26	334,35	353,40	360.23	383.12

Le produit de la fiscalité directe par habitant pour les communes de strates de population identique s'élève à 501 euros/hbt (source DGCL).

➤ **Les contributions indirectes** (taxe sur l'électricité, droits de mutation, attribution de compensation, dotation de solidarité communautaire...)

L'attribution de compensation (part reversée par la CALL qui perçoit la Taxe Professionnelle Unique en lieu et place des communes) représente quant à elle 18% de ce chapitre. Elle s'élève pour l'année 2023 à 645 006 euros.

La Loi de finances pour 2020 a fait évoluer les règles relatives à la répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire, notamment dans la prise en compte des critères d'attribution. Ainsi, le 10 novembre 2021, le Conseil Communautaire a approuvé le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité intégrant ces évolutions législatives.

Ainsi, le montant prévisionnel de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) perçue par la commune passerait de 122 846 € en 2022 à 123 563 € en 2023.

Suite à l'adoption des nouvelles modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire, une correction des attributions de compensation (AC) des communes a été entérinée par la CALL afin d'assurer une neutralité territoriale des sommes dont bénéficient les communes au regard des nouveaux critères de cette dotation.

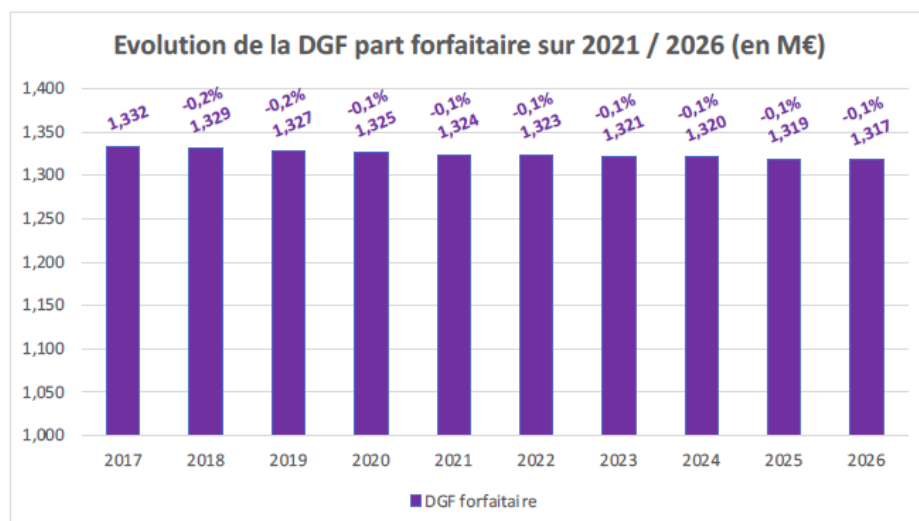
En application de ce nouveau mode de répartition des AC, en 2024, le montant prévisionnel serait de 768 569.50 euros.

Au final cela restera identique pour la Ville.

b) Les concours financiers de l'Etat :

Les recettes des dotations de l'Etat représentent 43% des recettes réelles de fonctionnement. Entre 2014 et 2017, l'Etat a diminué le versement de la dotation forfaitaire aux collectivités locales. Ainsi, pour Billy Montigny, la DF est passée de 1,7 M€ en 2014 à 1,3 M€ en 2017. Depuis 2017, l'évolution de la contribution au redressement est interrompue. La DF se maintient à 1,33M€. **Ainsi, en 4 ans, la commune de Billy-Montigny a contribué à hauteur de 1 039 314 euros au redressement des finances publiques.**

	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL Sur 4 ans
Dotation forfaitaire	1 768 383	1 715 749	1 573 168	1 412 968	1 332 333	
Perte annuelle par rapport à 2013		52 634	195 215	355 415	436 050	1 039 314



La Dotation Globale de Fonctionnement de la commune de Billy-Montigny s'élève à 3 985 013 euros en 2023. Au sein de la DGF, la principale dotation est la dotation forfaitaire. La Dotation Globale de Fonctionnement se compose de :

- La dotation Forfaitaire,
- La dotation de Solidarité Rurale,
- La dotation de Solidarité Urbaine,
- La dotation Nationale de Péréquation

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
DGF par habitant	440	446	456	466	474	485

Le ratio des villes de strates identiques est de 154 € /hbt.

Le ratio « dotation globale de fonctionnement / recettes réelles de fonctionnement » permet d'apprécier le degré de « dépendance financière » de la commune vis-à-vis d'une des principales dotations de l'Etat. Ainsi, en fonction des années, de 30 % à 40% des recettes de fonctionnement relèvent essentiellement de décisions émanant de l'Etat et constituent à ce titre, une ressource sur laquelle la collectivité ne dispose d'aucun moyen d'action quant à son évolution.

DGF	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Dotation Forfaitaire	1 329 495	1 326 847	1 325 240	1 326 753	1 327 699	1 328 077
Dot Solidarité Rurale	286 980	303 540	333 596	354 169	379 626	408 459
Dot Solidarité Urbaine	1 691 949	1 744 128	1 799 113	1 844 821	1 892 205	1 944 130
Dot Nationale de péréquation	299 132	297 520	302 302	299 068	298 759	304 347
TOTAL	3 607 556	3 672 035	3 760 251	3 824 811	3 898 289	3 985 013
Ratio DGF/RRF	41,63%	42,46%	40,92%	42,27%	41,75%	42,50%

Depuis 2014, on observe une augmentation importante des dotations de péréquation (notamment DSR et DSU), mécanisme profitant pleinement à la commune car :

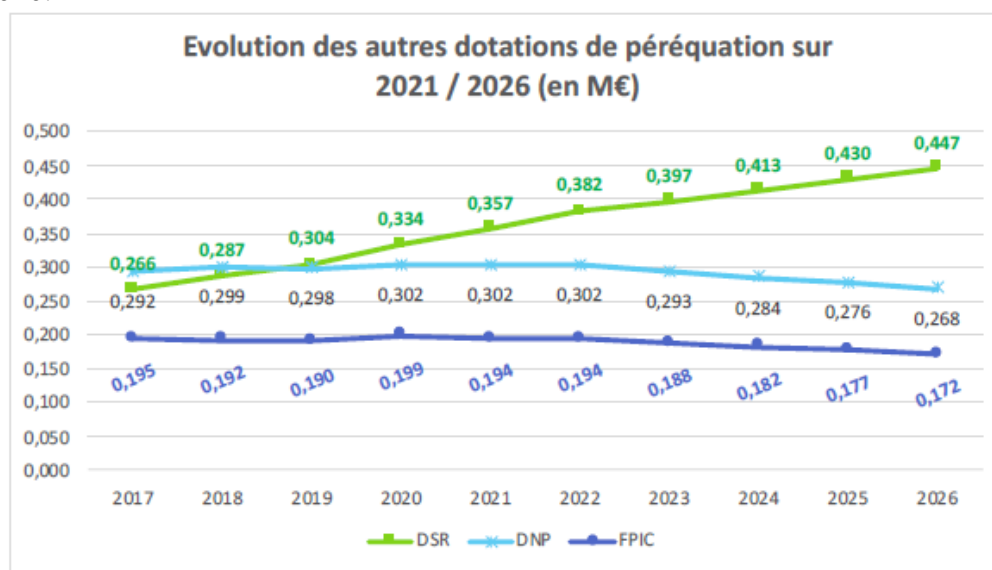
- la DSR est passée de 0,15 M€ en 2014 à 0,38 M€ en 2022 ;
- la DSU a évolué de 1,2 M€ en 2014 à 1,90 M€ en 2022 ;
- la DNP est restée, quant à elle, quasi stable sur la période.

La **Dotation de Solidarité Rurale** (DSR) est une dotation réservée aux communes de moins de 10 000 habitants, comme c'est le cas pour Billy Montigny. Elle est composée de trois fractions :

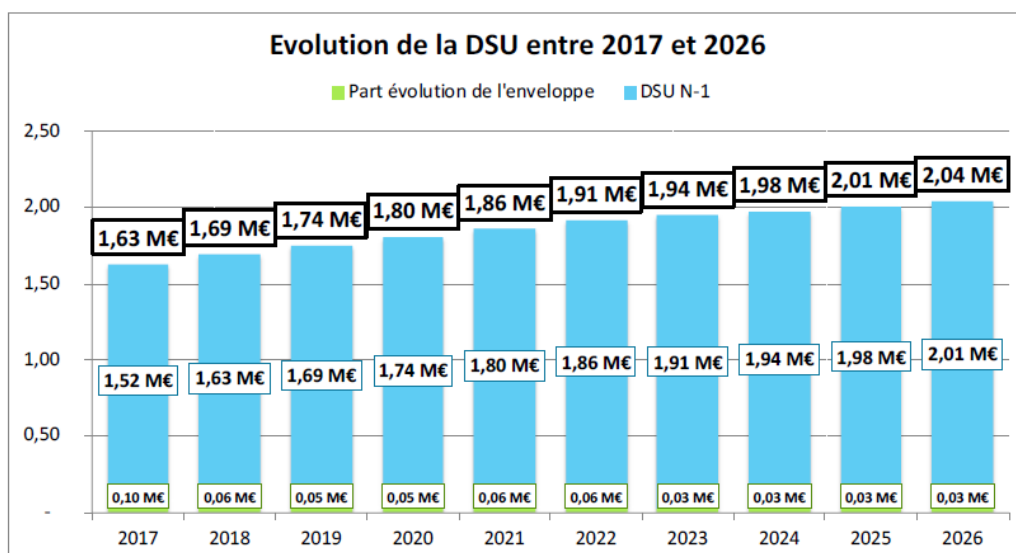
→ La fraction « **bourg centre** » destinée aux bureaux centralisateurs ou chefs-lieux de canton ou regroupant au moins 15% de la population du canton. Billy -Montigny n'est pas concernée par cette part ;

→ La fraction « **péréquation** » bénéficie aux communes disposant d'un potentiel financier par habitant inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen de leur strate. Billy-Montigny perçoit cette part car son potentiel financier par habitant est de 708 €/hab. en 2020 lorsque le double de la moyenne est de 2 199 €/hab.

→ La fraction « **cible** » est destinée aux 10 000 premières communes classées en fonction d'un indice synthétique calculé en fonction du potentiel financier par habitant et du revenu par habitant. Billy- Montigny est bénéficiaire de cette fraction puisqu'elle est à la 474ème place du classement 2020.



La ville de Billy-Montigny fait partie en 2023 des 125 communes de moins de 10 000 habitants éligibles à la DSU.



La **Dotation Nationale de Péréquation** (DNP) est composée de deux parts :

→ La **part principale**. La commune est éligible à cette part car son potentiel financier par habitant (708 €/hab.) est inférieur à 105% du potentiel financier par habitant moyen du même groupe démographique (1 099 €/hab.) et son effort fiscal (1,54) est supérieur à l'effort fiscal moyen du groupe démographique (1,19) ;

→ La **part majoration**. Billy Montigny est également bénéficiaire de cette part car, son potentiel fiscal « produits post-TP » (112 €) est inférieur à 75% du potentiel fiscal « produits post-TP » moyen de la strate (205 €)

c) Les produits des services :

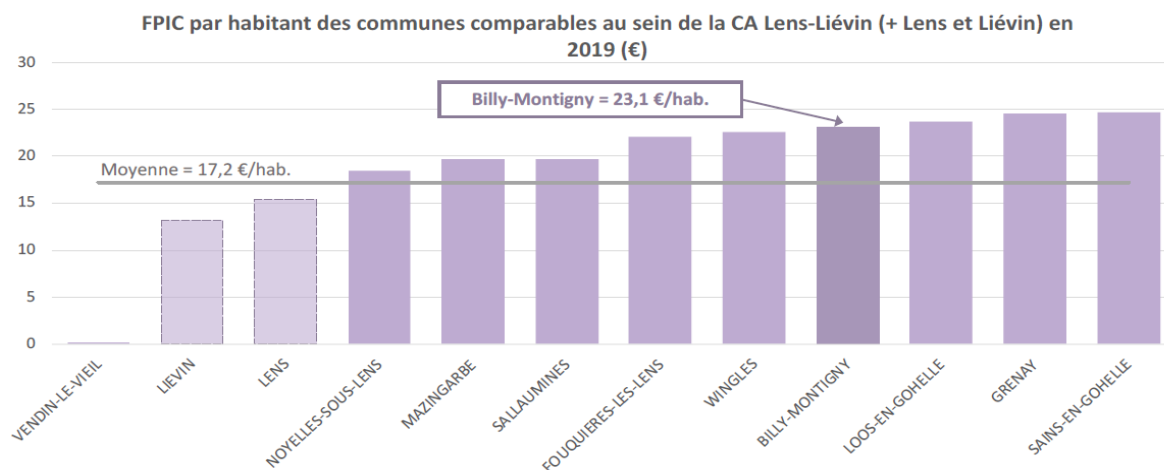
Il s'agit des recettes liées à la fois à l'exploitation et aux prestations de services assurées par la collectivité auprès des usagers. Ces autres recettes restent stables et traduisent les engagements de la municipalité de ne pas peser sur le pouvoir d'achat des familles, en effet, les tarifs municipaux n'augmentent pas.

Après une année 2020 marquée par la période de confinement et la fermeture des services publics, l'année 2021 a connu une hausse des produits des services encore quelque peu impactés par la crise sanitaire. Pour 2022, nous tablons sur un retour à la normale de ces recettes.

d) Le fonds de péréquation intercommunal :

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), instauré en 2012, est favorable à notre commune puisque qu'elle perçoit un reversement de la part de la CALL.

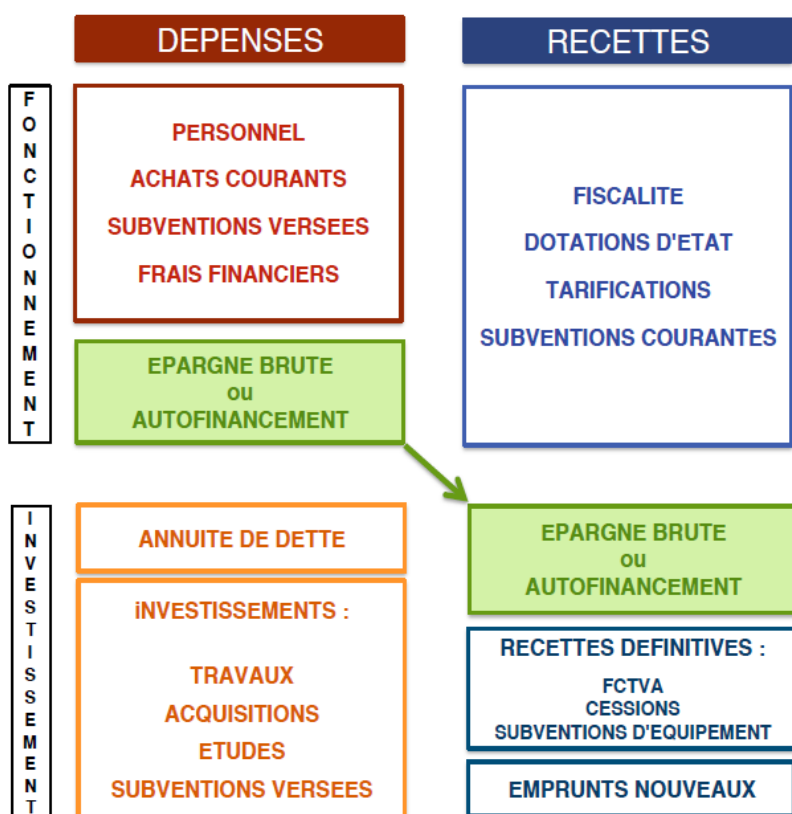
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
FPIC reçu pour le territoire	9 161 238 €	9 344 653 €	9 531 735 €					
CIF CA Lens Liévin	32,84%	32,92%	33,01%					
FPIC droit commun CA	3 008 246 €	3 076 510 €	3 146 322 €					
FPIC droit commun communes	6 152 992 €	6 268 143 €	6 385 413 €					
Billy-Montigny	212 093 €	194 522 €	191 726 €	189 894 €	199 169 €	206 599	207 125	197 940



B - Les orientations de la section d'investissement

1 - Les dépenses d'investissement :

STRUCTURE DU BUDGET D'UNE COLLECTIVITE



a) **L'encours de la dette :**

La stratégie de gestion de la dette a pour objectif de limiter l'endettement de la Ville tout en garantissant un haut niveau d'investissement.

Nature	Organisme prêteur	Capital restant dû au 31/12/2023	Durée résiduelle (en années)	Niveau du taux d'intérêt Au 31/12/2023	Capital	Charges d'intérêt
MPH258429EUR	Caisse Française de Financement Local	1 050 801,97	4,75	3.85	181 112,96	48 087,46
MPH258434EUR	Caisse Française de Financement Local	1 091 649,90	4,83	3.75	187 629,96	45 989,28
1233859	Caisse des dépôts et consignations	649 885,31	9,17	1.82	58 674,47	13 108,36
1233864	Caisse des dépôts et consignations	336 772,42	4,17	1.86	63 729,04	7 409,28
KB8784	Crédit Agricole	1 763 013.16	8.58	1.21	189 875.36	22 770.56
TOTAL GENERAL		4 892 122,76			681 021,79	137 364,94

Fin 2023, l'encours de la dette de la commune s'élève à **4 892 122,76 euros** soit **595,00 euros par habitant**. (La moyenne nationale de la strate est de 754,00 euros par habitant – Source DGCP).

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Encours de la dette par habitant	714	655	604	553	678	595
Annuité de la dette par habitant	79,75	71,75	72.22	72.83	72.67	110,07

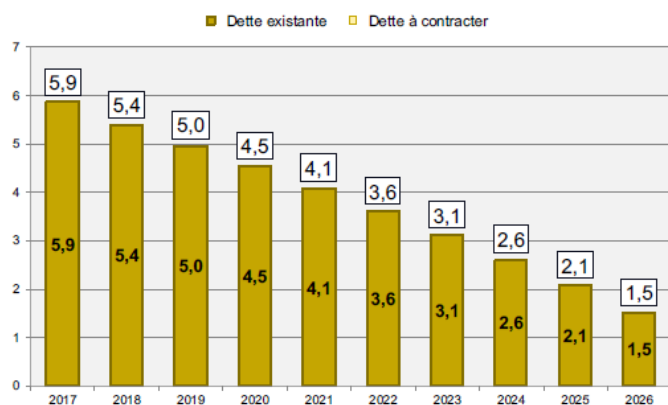
L'encours de dette diminue de 40% sur la période 2014-2021 passant ainsi de 7,3 M€ à 4,1 M€
→ Sur ce point, la commune est en phase avec les objectifs visés par la LPFP 2018-2022, c'est à dire, un désendettement de 30% sur la période.

→ Combiné au maintien d'un haut niveau d'épargne brute, la **capacité de désendettement diminue** en passant de 3,9 ans en 2014 à 1,3 an en 2022 et 0,46 année de ses produits réels de fonctionnement.

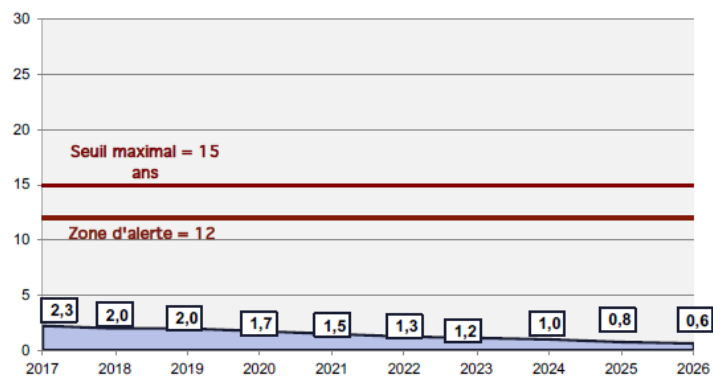
→ Cela signifie, qu'en 2024, la commune pourrait rembourser la totalité de son encours de dette en moins de 2 ans si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute.

→ Avec ces niveaux de capacité de désendettement, la commune se situe très en deçà de la **zone d'alerte émis par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, établie à 12 ans**.

Dettes de Billy Montigny au 31/12 (en M€)



Evolution de la capacité de désendettement de Billy Montigny (en années)



b) Une épargne brute stable :

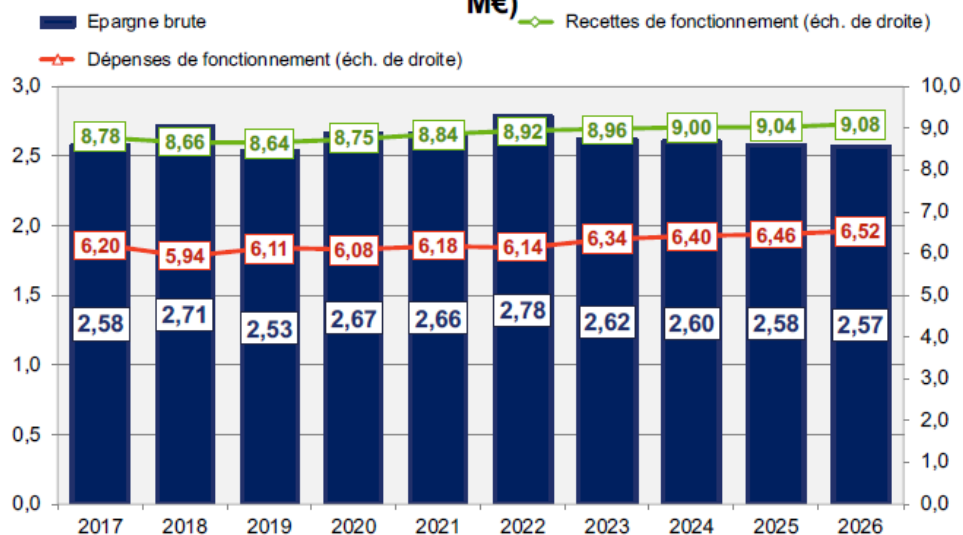
L'« épargne brute », c'est-à-dire les recettes moins les dépenses réelles de fonctionnement, permet de mesurer la capacité dont dispose la commune d'autofinancer les investissements.

L'épargne brute constitue **le témoin :**

→ de **l'aisance de la section de fonctionnement** : une épargne brute élevée suppose un potentiel d'absorption de nouvelles dépenses de fonctionnement ;

→ de la **capacité à se désendetter et/ou à investir avec un effet levier** : l'épargne brute représente donc également la « capacité d'autofinancement » de la commune (d'où l'usage du terme « autofinancement brut ») ;

Evolution de l'épargne brute de Billy Montigny (en M€)

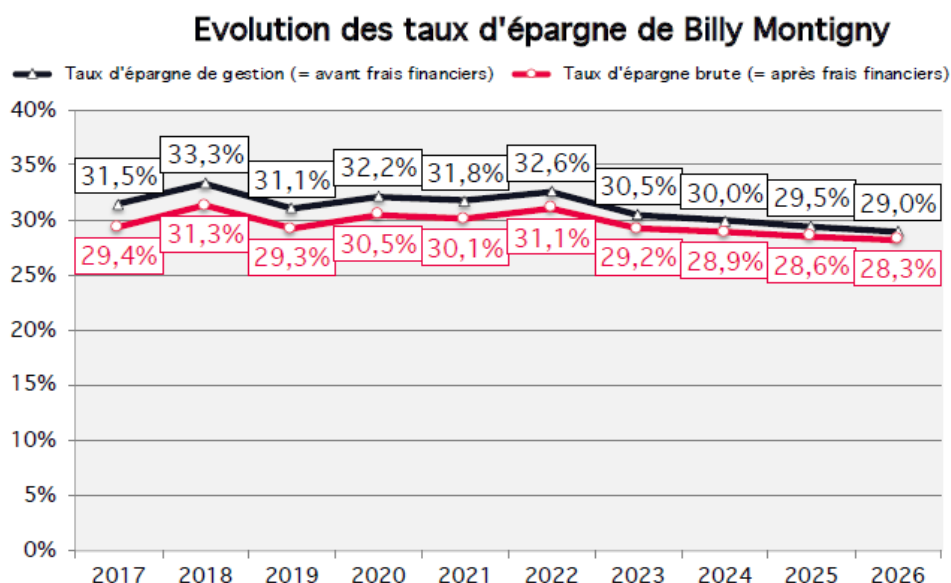


	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Epargne brute par habitant	320,38	394,99	386,40	381,42	316,40

Depuis 2017, l'épargne brute de la collectivité se maintient autour de 2,6M€, oscillant très faiblement (+/- 0,1M€). L'épargne brute représente sur la période entre 31% et 28% des recettes réelles de fonctionnement (après retraitement). Les intérêts de la dette représentent en moyenne 1,5% des recettes réelles de fonctionnement.

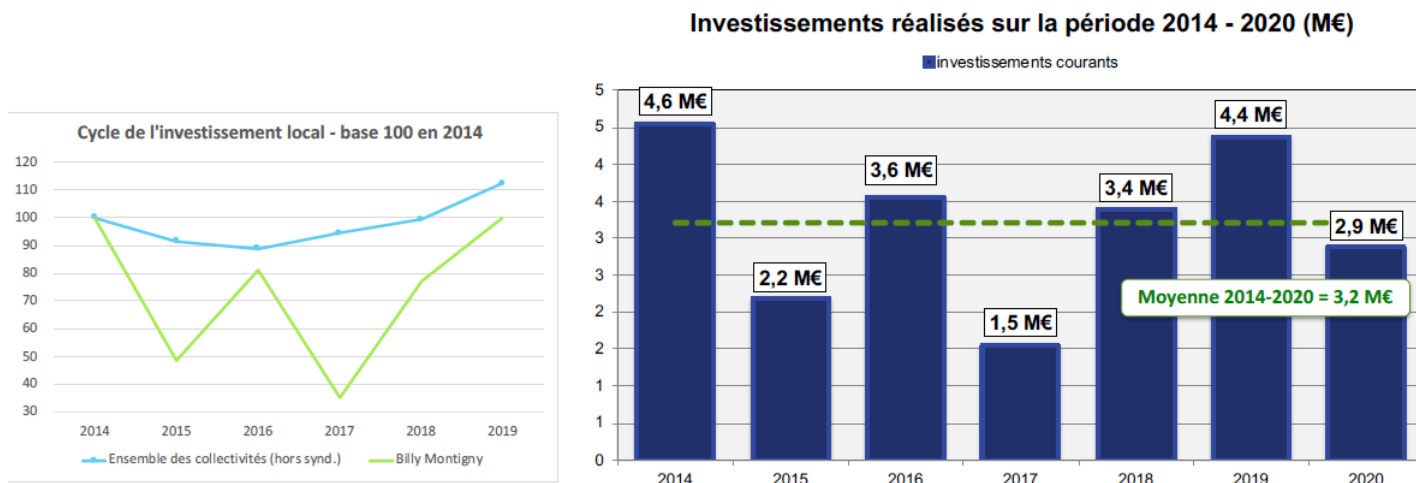
Ce taux est très largement inférieur au taux d'alerte **de 7%** et même au taux recommandé de 10%. Il est considéré qu'au-delà de ce dernier taux, la collectivité a la capacité à la fois de couvrir sa

dotation aux amortissements et d'assurer le remboursement en capital de la dette.



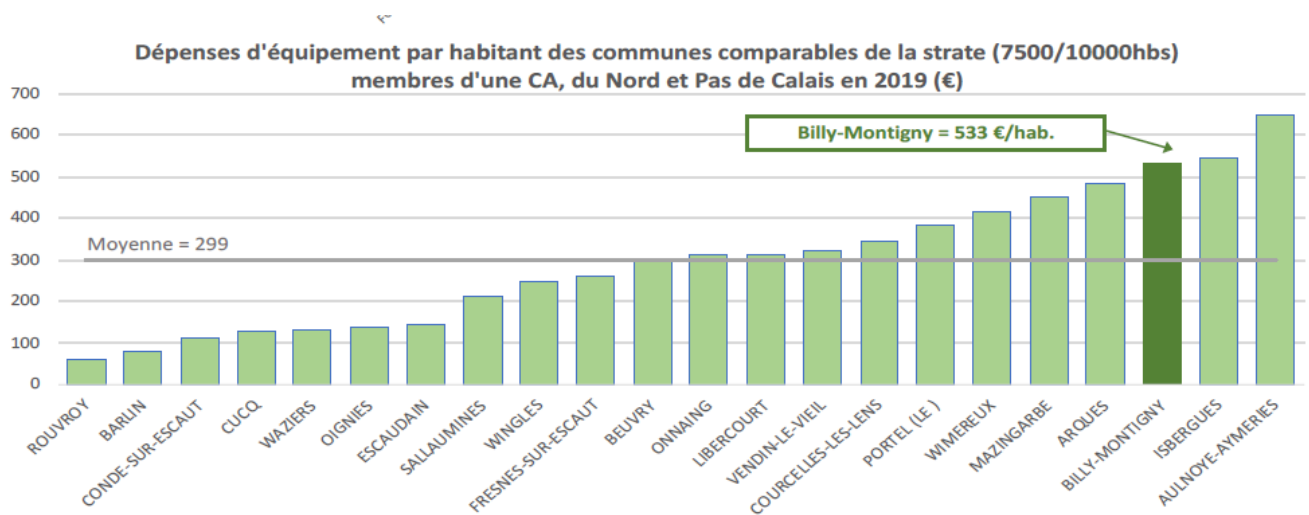
c) Un niveau d'investissement élevé et largement autofinancé

La commune de Billy-Montigny, grâce à une épargne satisfaisante, a pu développer un niveau d'investissement important au service du territoire, tout en conservant un endettement inférieur aux communes de même strate. Ce haut niveau d'investissement est financé en large majorité par l'épargne nette, les cofinancements de nos partenaires, le FCTVA.



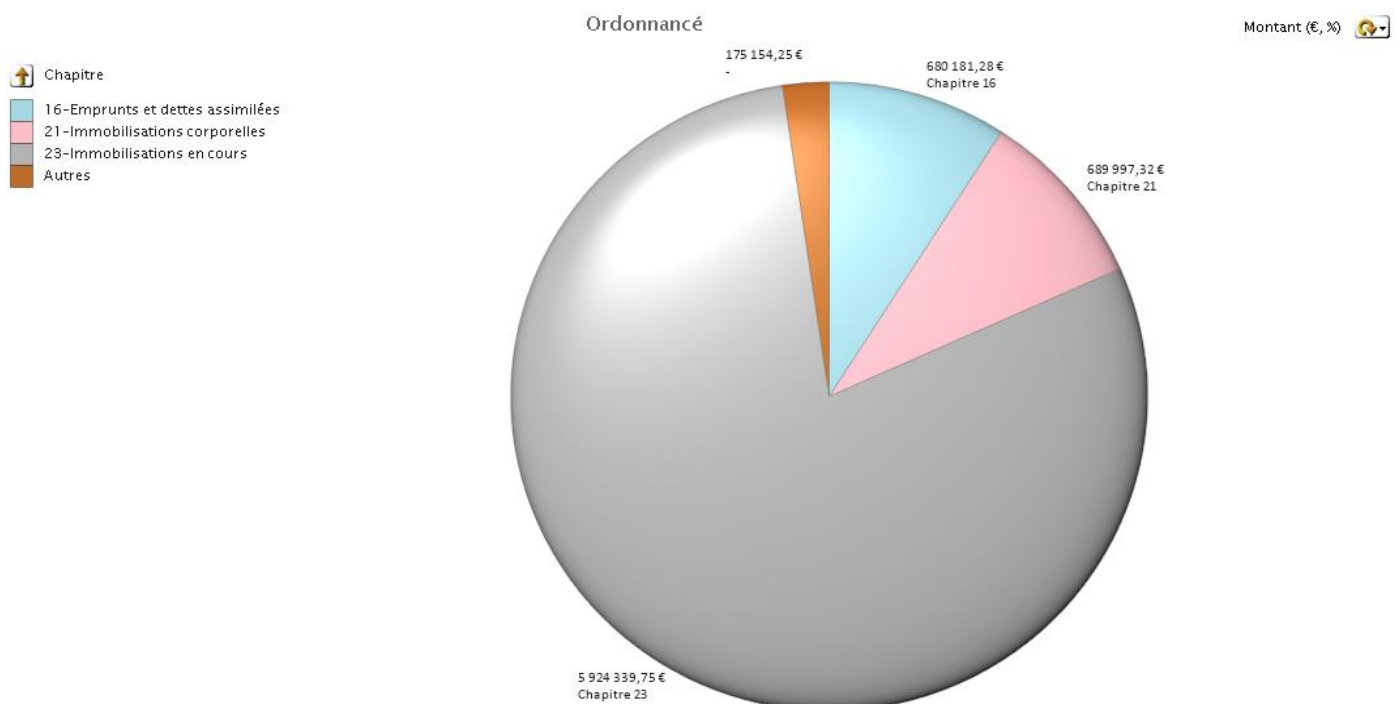
Sur la période 2014/2020, **le cycle d'investissement de Billy Montigny apparaît plus disruptif que la moyenne des collectivités locales. Le cycle se dessine en dent de scie pour Billy Montigny.**

- La commune a investi en moyenne sur 2015/2022 pour **3,2 M€** de dépenses d'équipement.
- Avec un niveau de dépenses par habitant de 391€ en 2022 (et de 381 €/habitant en moyenne sur 2017/2021), la commune se situe bien au -dessus de la moyenne nationale qui est de 265 € / hbt.
- Plus largement, par rapport à la strate des communes de 7500/10000hbs membres d'une CA, Billy Montigny se situe toujours parmi les communes aux dépenses d'équipement par habitant les plus élevées, 78% au-dessus de la moyenne de la strate.

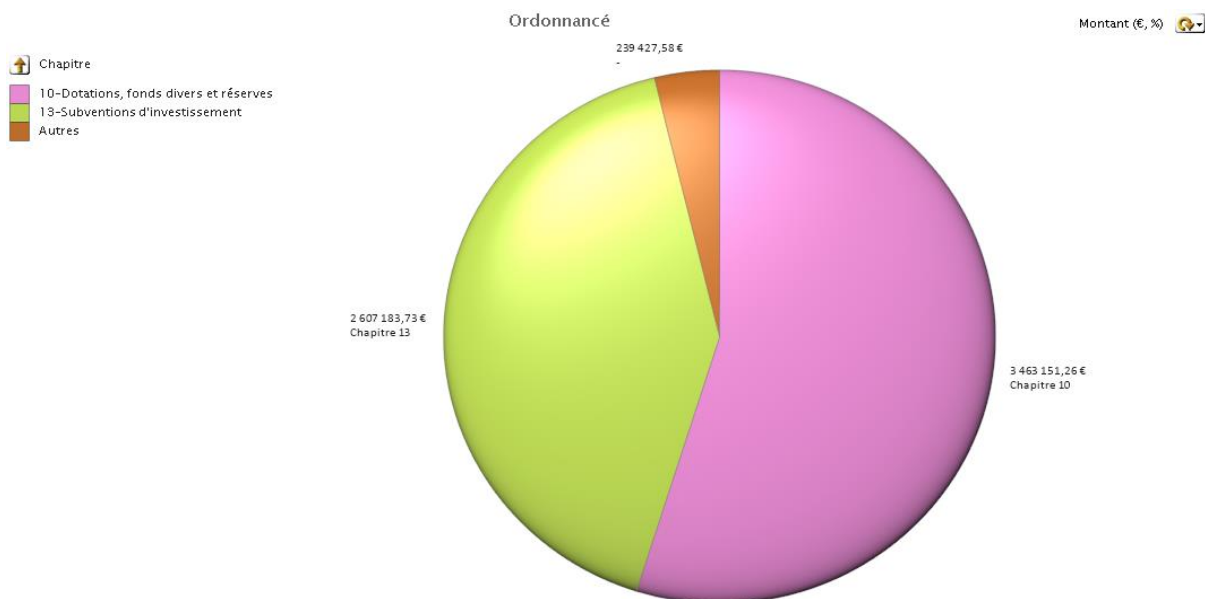


	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Dépense d'équipement par habitant	531,14	351,50 Strate identique 265 €.hbt	421,09	392.64	808,56
Dépenses d'équipement/Recettes réelles de fonctionnement	50,56%	31,49% Strate identique : 26,10%	38,19%	34.39%	70,96%

En 2023, les dépenses d'équipement représentent 6 709 240 euros.



2 Les recettes d'Investissement



Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

Le FCTVA consiste à récupérer la TVA des dépenses d'investissement de l'année N en année N+2.

Le FCTVA est une dotation d'investissement basée sur les investissements des collectivités. Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire la TVA que les bénéficiaires du fonds ont acquittée sur leurs dépenses réelles d'investissement (c'est-à-dire les dépenses d'investissement TTC) et qu'ils ne peuvent directement récupérer par la voie fiscale.

FCTVA	2019	2020	2021	2022	2023	2024 estimé
Montant perçu	216 541	527 290	670 761	500 000	397 158	450 000

Le taux de FCTVA est fixé à 16,404 % pour ceux réalisés à compter du 1er janvier 2015.

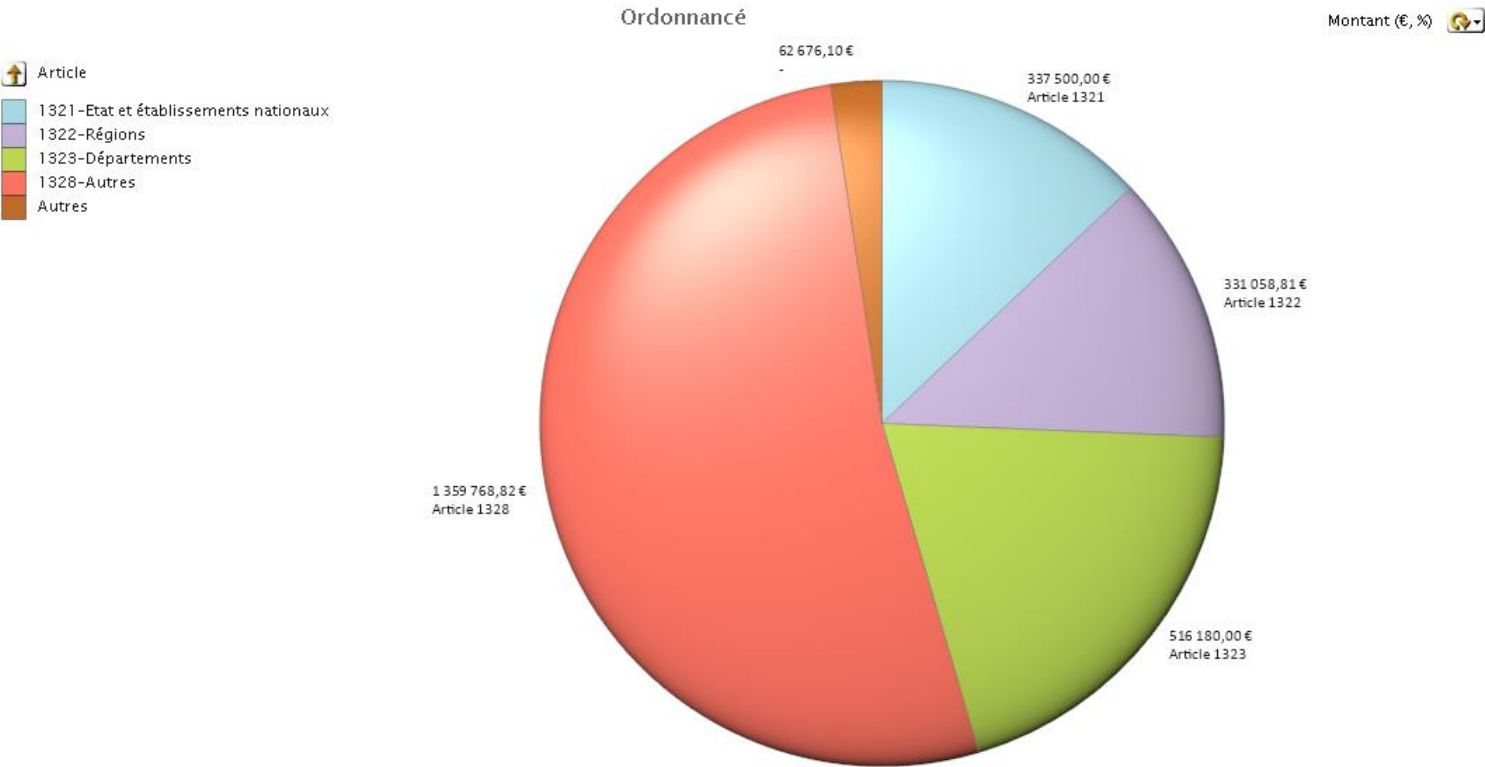
a) Les subventions d'équipement

Pour ce type de recettes, la collectivité est tributaire des politiques d'éligibilité décidées par les partenaires qui cofinancent les investissements programmés, ainsi que de leur capacité à tenir leurs engagements.

En 2024, la Ville entend poursuivre sa politique active en matière de cofinancements, afin de garantir un niveau d'investissement à la hauteur des enjeux en termes de construction d'équipements (notamment le complexe aquatique) et de projets urbains, pour garantir un cadre de vie de qualité aux Billysiens. Cette recherche de financements permettra de garantir, à long terme, la soutenabilité des investissements de la Ville et de limiter le recours à l'emprunt.

Ainsi en 2023, la Ville a perçu 331 058,20 € de la Région Hauts-de-France pour le financement des travaux de construction du futur centre aquatique, 300 000,00 € de l'Etat au titre de la DETR, 507 169 € du Conseil Départemental et 147 000 € de l'Agence Nationale du Sport, 936 154 € de la CALL et 41 826 € de l'ADEME ont également été perçus pour les travaux de la nouvelle piscine. La commune a également perçu 62 676 € au titre de la DETR et 30 353 € au titre du Fonds de

concours de la CALL pour les travaux de rénovation de l'éclairage public dans diverses rues communales. 9 010,80 euros du département correspondant à une subvention d'équipements informatiques dans les écoles élémentaires. Enfin, la ville a perçu également 182 469 € de subventions de la FDE pour des travaux de rénovation et enfouissement des réseaux dans diverses rues du quartier du Vieux-Billy.



b) Les perspectives pour l'année 2024

La ville de Billy-Montigny poursuit les investissements programmés sur plusieurs exercices budgétaires, tout en continuant à œuvrer à « l'amélioration du cadre de vie de ses habitants ».

Le budget 2024 traduira à nouveau cette politique dynamique d'embellissement des quartiers et des équipements.

Le projet phare de l'année 2024 sera la finalité de la construction du centre aquatique situé Avenue de la République. Après une phase études et une phase de préparation de chantier, les travaux ont débuté en janvier 2023 pour s'achever en août 2024. L'ouverture de la piscine est prévue en septembre 2024.

Pour rappel, le plan de financement du centre aquatique s'établit de la manière suivante :

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
Travaux Bâtiment	9 258 713.54	CALL	3 422 568.31
		DSIL plan de relance (Etat)	1000 000
Sous-total travaux	9 258 713.54	Région Hauts-de-France	1 000 000
Indemnités de concours	50 000	Conseil Départemental	1 000 000
Honoraires de maîtrise d'œuvre	929 392,60	Agence Nationale du Sport	500 000
Frais annexes (AMO, SPS, contrôle technique, étude de sol, géothermie...)	188 903.00	ADEME	322 356.86
		Sous-total subventions	6 241 717
		Participation de la Ville	3 192 083,97
TOTAL général HT	10 427 009,14	TOTAL général HT	10 427 009,14
TVA (20%)	2 085 401.82	TVA (20%)	2 082 401.82
TOTAL général T.T.C	12 512 410,96 €	TOTAL général T.T.C	12 512 410,96 €

- **L'embellissement et la mise en valeur de l'espace public :**
 - Dans la continuité des travaux de rénovation du Quartier du Vieux Billy, les rues Mathieu et Voltaire ainsi que la Place Mathieu seront réaménagées : effacement/enfouissement des réseaux, rénovation des voiries, aménagements paysagers.
- **Entretien régulier des bâtiments communaux en régie : écoles, salles de sport...**
- **Poursuite de l'entretien des voiries et trottoirs communaux ;**
- **Poursuite des travaux de rénovation de l'éclairage public – (Phases 3 et 4)**
- **Maintien du soutien à la vie associative ;**
- **La municipalité poursuivra également son engagement en faveur des politiques sociales et de santé, notamment à travers l'action du CCAS mais également à travers les différentes actions menées dans le cadre des actions politiques de la ville ;**
- **La politique en faveur des élèves et des jeunes continuera à se développer : classes de neige, colonies de vacances, distribution des kits de fournitures scolaires à chaque élève à la rentrée des classes, distribution des dictionnaires aux élèves de CE2...**
- **Mise en place des tickets restaurants et de la prime inflation au premier semestre 2024**

Plan de financement récapitulatif des grands projets d'investissement 2024 :

Projet	Dépenses en euros TTC	Recettes en euros
Fin des aménagements des rues Voltaire, Mathieu et Place Mathieu	1 362 110 €	162 484 (FDE) 130 633 (DETR)
Rénovation de l'éclairage public dans diverses rues communales Phase 3 et 4	417 784 €	64 400 € (FDE) 60 181 € (Fonds Vert)
Construction d'un centre aquatique	7 000 000 € (Maîtrise d'Oeuvre + fin des travaux)	Subventions sur BP 5 000 000 € (CALL, Région, Département, ADEME, ANS)
Rénovation de la couverture de la pétanque	84 000 €	-
Aménagement du futur CCAS	180 000 €	
Construction d'une maison médicale	500 000 €	-
Marché de signalisation	300 000 €	-
TOTAL en € T.T.C	9 843 894.00 €	5 417 698.00 €

CONCLUSION : une gestion vertueuse

*La ville de Billy-Montigny se caractérise fin 2023 par une **situation financière très satisfaisante**. Grâce à sa bonne gestion, la ville autofinance sa politique d'investissement pourtant soutenue. Son endettement est maîtrisé.*

*Cette épargne permet à la commune d'être très largement solvable (un peu moins de **2 ans de capacité de désendettement**), c'est-à-dire de couvrir largement les annuités de dettes à rembourser.*

*Cette situation a permis à la ville **d'assumer une dépense d'équipement 2018/2022 de l'ordre de 25% à 30% plus élevée que la moyenne des villes comparables** de l'EPCI tout en améliorant pour autant ses ratios financiers. 391 € / Habitant en 2021, CALL 299 € / habitant et moyenne nationale de 315 € / Habitant.*

La majorité municipale annonce qu'elle n'augmentera pas le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties au budget 2024, qui sera soumis au vote de l'assemblée.

Le budget 2024 traduira les orientations présentées dans le document d'orientations budgétaires. Ces investissements ne seront rendus possibles que par une recherche constante de financements auprès des différents partenaires financiers et par la maîtrise des dépenses de fonctionnement à travers des économies de gestion et la maîtrise de la masse salariale.